

Accordons à l'Union européenne la couverture médiatique qu'elle mérite

*Tribune du Mouvement Européen - France et de l'Association des Journalistes Européens
proposée à co-signature*

Publiée en version courte dans le Journal les Échos le 3 Novembre 2020

L'épidémie a démontré mieux qu'aucun discours la nécessaire action de l'Union européenne. Les effets de la politique européenne se manifestent aujourd'hui concrètement dans le quotidien des citoyens européens, que ce soit pour gérer le volet économique ou sanitaire de la crise actuelle. Pourtant, en France, l'actualité communautaire demeure la grande absente de la couverture des enjeux politiques réalisée par les principaux médias audiovisuels.

Face aux effets de la pandémie, l'Union européenne a su se mobiliser pour soutenir les économies des pays les plus atteints, initier la coordination des politiques sanitaires nationales ou encore participer au financement du chômage partiel au sein des vingt-sept Etats membres. Le plan « France Relance » bénéficiera également de près de 40 milliards d'euros de financements européens parmi les 100 milliards mobilisés pour retrouver la croissance.

Capitales dans l'effort d'après crise, les réalisations communautaires se voient assignées une place mineure dans l'actualité française. A titre d'exemple, le discours annuel sur l'état de l'Union européenne de la Présidente la Commission européenne, prononcé le 16 septembre au Parlement européen, n'a été diffusé sur aucune chaîne d'information en continu, pas même celle du service public. Surtout, la prise de parole d'Ursula von der Leyen n'a même pas été traitée dans certains des principaux JT français, les 13H de France 2 et TF1 et le 20H de la première chaîne.

La difficile visibilité de l'Union européenne à la radio et à la télévision

L'événement illustre un état de fait persistant : les médias audiovisuels français ne parviennent pas à couvrir largement l'actualité des institutions européennes. [Une étude](#) de la Fondation Jean Jaurès et de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) démontrait en 2019 que les journaux d'information des principales chaînes de télévisions et de radios hexagonales ne consacraient que 3 % de leur temps d'antenne aux enjeux européens.

La mise en lumière du débat public européen sur nos écrans constitue pourtant un enjeu majeur. 73 % des Français se déclaraient en 2018 mal informés sur les questions européennes, se plaçant en dernière position parmi les Etats membres de l'Union¹. Comment espérer que nous puissions être des citoyens européens avertis si nous ne pouvons prendre connaissance de l'actualité de l'Union ? Or, la télévision constitue toujours le premier moyen d'information sur le territoire. 46 % des Français y ont recours en priorité pour se tenir informés de l'actualité nationale et internationale². D'où le besoin d'agir en premier lieu sur ce média pour faire progresser la connaissance de l'Union dans l'Hexagone.

On peut reconnaître que les freins à la visibilité des enjeux européens ne sont pas du seul fait des rédactions. Ces dernières font face à la difficulté de couvrir une actualité communautaire où les

¹ Voir « [Les habitudes médiatiques dans l'Union européenne. Eurobaromètre standard 88](#) », rapport pour la Commission européenne, 15 mai 2018.

² Voir « [Baromètre 2019 de la confiance des Français dans les media](#) », Kantar Sofres et Kantar Media pour La Croix, 24 janvier 2019.

décideurs s'expriment en 27 langues différentes et représentent des institutions peu connues des Français. De plus, la langue anglaise tend à devenir hégémonique dans les communications officielles. Charge à l'Union européenne et aux instances nationales de réduire à l'avenir ces freins à la visibilité de la vie politique communautaire, notamment en veillant au respect du multilinguisme dans les communications de l'Union.

On peut toutefois observer que les principaux médias audiovisuels français ne font pas de l'actualité de l'Union une priorité. En témoigne le nombre de correspondants permanents à Bruxelles, deux fois inférieur au nombre de journalistes allemands présents dans la capitale européenne. En ce sens, on note les perspectives encourageantes ouvertes par la chaîne Arte, qui affiche des audiences en hausse constante sur la base d'une ligne éditoriale faisant la part belle à l'Europe et à l'international. Selon l'INA, le journal du soir de la chaîne franco-allemande consacre une proportion près de deux à trois fois supérieure de son temps d'antenne aux questions européennes par rapport à ses concurrents directs, sur France 2, TF1 ou encore M6.

Préparer la présidence française du Conseil de l'Union européenne

Face à ces tristes constats, nous proposons aux acteurs du sujet d'entreprendre une série d'actions destinées à améliorer la couverture des enjeux européens. Et ce, en vue d'initier des progrès concrets d'ici à la présidence française du Conseil de l'Union européenne en 2022.

En premier lieu, l'Etat a les moyens de lancer une dynamique en faveur de la couverture médiatique de l'Union en en faisant l'une des priorités de l'audiovisuel public. Nous encourageons le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et le Ministère de la Culture à proposer un « Pacte pour la visibilité de l'Union européenne » à Radio France, France Télévisions et France Médias Monde. Ce mode de fonctionnement est utilisé avec succès depuis 2019 au service de la couverture médiatique des territoires d'Outre-Mer. Il vise à instituer des indicateurs chiffrés permettant de matérialiser les progrès à réaliser par les chaînes.

Les outils de mesure évoqués ici sont à élaborer avec les rédactions pour allier des éléments quantitatifs – relevé du temps d'antenne consacré à l'Europe, nombre de sujets réalisés dans d'autres pays – et qualitatifs, comme le type d'émissions axées sur l'Union et leurs heures de diffusion. Une instance composée d'élus, de journalistes et d'organisations de la société civile pourra suivre la mise en oeuvre de ce Pacte et conseiller les chaînes face au défi que constitue une plus grande couverture des enjeux européens à la télévision et à la radio.

En parallèle, nous appelons également le CSA à se saisir du dossier au titre de sa mission de déontologie de l'information. A l'image de [son initiative en faveur de la visibilité du sport féminin](#), l'instance est en mesure d'imaginer une initiative pour encourager la progression des diffuseurs en ce qui concerne la visibilité de l'actualité européenne dans leurs journaux télévisés. Et ce, via des accords de gré à gré avec les chaînes en vue de la présidence française de 2022, associés à des études régulières de la couverture des enjeux européens sur l'ensemble des chaînes publiques et privées. L'autorité de suivi de l'audiovisuel pourra ainsi valoriser l'engagement des réactions les plus proactives et maintenir une pression positive sur l'ensemble du secteur.

Enfin, car il ne saurait y avoir d'actualité sans journalistes, nous appelons l'Etat à accompagner les médias dans l'emploi de correspondants permanents en charge du suivi des institutions européennes. Un espace de co-working soutenu financièrement par les pouvoirs publics pourrait utilement rassembler les reporters de l'ensemble des rédactions françaises actives à Bruxelles et à Strasbourg. Il s'agirait d'un lieu ouvert conçu pour donner un cadre de travail favorable aux équipes de journalistes suivant ponctuellement ou de manière pérenne la politique de l'Union. Et ce, sans influencer sur les projets éditoriaux. Les pouvoirs publics favoriseraient ainsi sur les plans logistique et financier l'implantation de nouveaux correspondants européens, tout en renforçant la visibilité du corps de presse national auprès des institutions communautaires.

Liste des signataires :

Véronique Auger, Journaliste, Présidente de l'Association des Journalistes Européens

Théo Verdier, Vice-Président, Mouvement Européen-France

Fabrice Pozzoli-Montenay, Journaliste, ComPol, CourrierCab

Laurence Aubron, Journaliste, Fondatrice et Dirigeante d'Euradio

Eric Andrieu, Député européen, Socialistes et Démocrates

Jean Arthuis, Ancien Député Européen Renew Europe

Yves Bertoncini, Président du Mouvement Européen-France

Aymeric Bourdin, Président, Atelier Europe

Martine Buron, Présidente, Fédération Française des Maisons de l'Europe

Marie Caillaud, Présidente, Jeunes Européens-France

Jean-Marie Cavada, ancien Député Européen et ancien Président de Radio France

Ilana Cicurel, Députée européenne, Renew Europe

Amandine Clavaud, Responsable Europe, Fondation Jean Jaurès

Arthur Colin, Vice-Président, Sauvons l'Europe

Karima Delli, Députée européenne, Verts / Alliance libre européenne

Michel Derdevet, Président, Confrontations Europe

Daniel Desesquelle, Journaliste, Radio France Internationale

Dominique Deshayes, Présidente, Association Internationale des Anciens de l'Union Européenne

Laurence Farreng, Députée européenne, Renew Europe

André Gattolin, Sénateur, La République En Marche

Edouard Gaudot, Vice-Président, Europe Citizen Campus

Jean-Dominique Giuliani, Président de la Fondation Robert Schuman

Sylvie Guillaume, Députée européenne, Groupe S&D

Nora Hamadi, Journaliste, Arte

Olivier Klein, Président, Ligue Européenne de Coopération Économique

Stéphane Leneuf, Journaliste, France Inter

Jean-Baptiste Letondeur, Journaliste, Rédacteur en chef adjoint Radio France Internationale

Marie-France Mailhos, Présidente, Association européenne de l'éducation - France

Martine Méheut, Présidente d'honneur, Citoyennes pour l'Europe

Olivier Mousson, Président, Société d'Encouragement à l'Industrie Nationale

Ophélie Omnes, Présidente, Union des Européens Fédéralistes France

Fabien Perrier, Journaliste

Aline Robert, Journaliste, co-fondatrice de Climatico

Denis Simonneau, Président EuropaNova

Sabine Thillaye, Députée, Présidente de la Commission des Affaires européennes

Catherine Trautmann, ancienne Maire de Strasbourg et ancienne Ministre, Parti socialiste

Marie-Pierre Vedrenne, Députée européenne, Renew Europe